



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/83/Add.1
26 février 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 14 d) de l'ordre du jour provisoire

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

AUTRES GROUPES ET PERSONNES VULNÉRABLES

**Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte
contre les formes contemporaines d'esclavage**

Rapport du Secrétaire général

Additif

Résumé

Le présent additif contient les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa huitième session, tenue à Genève du 20 au 24 janvier 2003, et approuvées par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au nom du Secrétaire général le 3 février 2003 concernant la situation financière du Fonds, l'examen par le Conseil des rapports établis par les bénéficiaires d'aides versées de 1999 à 2002, les nouvelles aides au titre de voyages et de projets pour 2003 et l'évaluation des besoins pour 2004 réalisée par le Conseil. Le présent additif constitue une mise à jour des rapports du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-neuvième session (E/CN.4/2003/83) et à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session (A/57/308).

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS	1	3
II. HUITIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2 – 21	3
III. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA NEUVIÈME SESSION	22	6
IV. COLLECTE DE FONDS	23 – 25	6
V. NEUVIÈME SESSION	26	6
VI. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS....	27 – 29	7
VII. RECOMMANDATIONS	30	7
Annexe I		8
Annexe II		9
Annexe III		11

I. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS

1. Selon les informations reçues de la Section de planification des programmes et du budget de l'Office des Nations Unies à Genève, au début de la huitième session, le Fonds disposait de 153 000 dollars des États-Unis issus des nouvelles contributions versées depuis la septième session du Conseil d'administration (voir annexe I). En outre, le Trésorier de l'ONU a informé le Conseil du versement de contributions au Fonds par Israël, l'Arabie Saoudite, des étudiants de l'Archway School (Gloucester, Royaume-Uni), des étudiants et des enseignants de Scelem (Italie) et M. Sandro Spinelli (Italie). En conséquence, le Fonds disposait, à la fin de la session, d'un montant total de 186 000 dollars des États-Unis issus de nouvelles contributions.

II. HUITIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2. Au cours des 10 séances de sa huitième session, qui s'est tenue à Genève du 20 au 24 janvier 2003, le Conseil d'administration du Fonds a examiné des informations relatives: a) à la situation financière du Fonds, y compris les nouvelles contributions reçues (voir annexe I); b) au rapport analytique et au rapport financier sur l'utilisation des aides financières versées de 1999 à 2002; c) aux demandes d'aide financière nouvelles au titre des voyages et des projets en 2003; et d) à l'application des recommandations approuvées en 2002. Le Conseil a rencontré des représentants de gouvernements donateurs et d'autres gouvernements intéressés, le chef de la Section du travail forcé et du travail des enfants du Département des normes internationales du travail, à l'Organisation internationale du Travail, et des fonctionnaires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'occupant de questions intéressant le Conseil. Le Conseil a également rencontré M. Sergio Vieira de Mello, Haut-Commissaire aux droits de l'homme, M. Bertrand Ramcharan, Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme, et M^{me} Maria Francisca Ize-Charrin, Chef du Service d'appui.

Examen des rapports relatifs aux aides financières accordées à des projets

3. Le Conseil d'administration a examiné le rapport analytique et le rapport financier relatifs à l'utilisation des aides financières, pour des voyages et des projets, versées en 1999, 2000, 2001 et 2002.

Examen des directives applicables aux aides versées au titre des voyages

4. Le Conseil a recommandé que, lorsqu'une victime, bénéficiaire d'une aide versée au titre des voyages, est accompagné d'un chef de projet, ce dernier donne la priorité au témoignage de la victime, comme l'a recommandé le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage. Le Conseil d'administration a recommandé, pour des raisons de sécurité, qu'il soit demandé à l'avance aux bénéficiaires des aides versées au titre des voyages qui sont d'anciennes victimes s'ils souhaitent figurer sous de faux noms dans les rapports du Fonds.

5. Afin de mieux diffuser l'information sur les possibilités qu'ont les victimes de demander des aides versées au titre des voyages, le Conseil a recommandé que la note d'information sur le Fonds, les formulaires de demande d'aide, les critères de sélection et les directives définies par le Fonds soient distribués sous forme de documents de séance lors de la session annuelle du Groupe de travail.

6. Le Conseil a fait observer que l'examen des demandes d'aide financière au titre de voyages et la révision des formulaires de demande d'aide et de ses directives se font dans un souci d'égalité des sexes.

7. Après consultation du Haut-Commissariat, le Conseil a pris en compte l'augmentation du coût de la vie à Genève considérée aux fins de l'indemnité journalière de subsistance et a par conséquent recommandé d'augmenter l'allocation destinée aux bénéficiaires d'aide financière au titre de voyages de 150 à 175 CHF.

Recommandations pour les aides financières au titre de voyages et en vue de projets

8. Le Conseil d'administration a examiné 37 demandes recevables d'aide financière au titre de voyages, représentant environ 85 800 dollars des États-Unis, et 55 demandes recevables d'aide financière en vue de projets, représentant environ 745 000 dollars (voir tableaux 1 et 2 de l'annexe II).

9. Les aides financières au titre des projets et des voyages recommandées à la huitième session aideront des organisations non gouvernementales (ONG) de 24 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Conformément au mandat du Fonds, les recommandations du Conseil d'administration portent sur les aides versées à des représentants d'ONG de différentes régions du monde, s'occupant des problèmes soulevés par les formes contemporaines d'esclavage, pour participer aux délibérations du Groupe de travail; des aides pourront aussi être versées par des mécanismes existants d'assistance, de secours humanitaires, d'aide juridique et financière, à des personnes dont les droits de l'homme ont été gravement violés, en raison de formes contemporaines d'esclavage.

10. En formulant ses recommandations concernant les aides au titre de voyages, le Conseil a pris en considération le thème principal retenu par le Groupe de travail pour sa vingt-huitième session, qui se tiendra du 16 au 20 juin 2003, à savoir «Formes contemporaines d'esclavage liées et dues à la discrimination, notamment la discrimination à l'égard des femmes (mariage forcé, mariage d'enfants, vente d'épouses, etc.)».

11. Le Conseil a recommandé d'allouer 21 995 dollars (25,63 % du montant total demandé) au titre de huit nouvelles aides financières pour des voyages (voir annexe III, sect. A). Toutes les aides versées au titre de voyages devraient être versées avant la vingt-huitième session du Groupe de travail, sous réserve que les conditions dont ces aides sont assorties aient été satisfaites.

12. Le Conseil a également recommandé d'allouer 101 420 dollars au titre de 17 aides financières pour des projets figurant sur une liste prioritaire (voir annexe III, sect. B) et 29 500 dollars au titre de 11 aides financières pour des projets figurant sur une liste de priorités de deuxième rang (ibid., sect. C). Le Conseil a donc recommandé d'allouer 152 915 dollars au titre de 28 aides financières pour des projets.

13. Conformément aux règles des Nations Unies régissant les Fonds généraux d'affectation spéciale pour l'assistance humanitaire, il a été décidé de réserver 13 % du montant estimatif des dépenses annuelles en 2003 pour les dépenses d'appui au programme relatives à la gestion du

Fonds et d'affecter 15 % de ce même montant à une réserve pour l'exercice suivant (2004), pour le cas où aucune nouvelle contribution ne serait versée.

Coopération avec le Groupe de travail

14. Le Conseil a recommandé que le paiement des frais de voyage soit autorisé pour permettre au Président ou à un autre membre du Conseil d'administration de participer à la vingt-huitième session du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage, qui se tiendra du 16 au 20 juin 2003 à Genève, pour présenter le rapport sur le Fonds, au titre du point correspondant de l'ordre du jour, rencontrer les bénéficiaires des aides versées au titre des voyages du Fonds qui participent à la session et les présenter au Groupe de travail, et pour informer le Groupe de travail des aides financières approuvées en vue de projets et de la situation financière du Fonds.

15. Le Conseil d'administration a recommandé que le secrétariat du Groupe de travail continue à l'informer des domaines prioritaires que le Groupe de travail définirait de façon que le Conseil puisse les prendre en considération dans la sélection des demandes d'aide financière au titre des voyages.

Recommandations du Conseil pour la période entre les sessions

16. Le Conseil d'administration a recommandé que des dispositions soient prises dans le plan de dépenses 2004, dans des limites bien définies, pour permettre aux membres du Conseil d'administration, dans leur région, ou au secrétariat du Fonds de se rendre sur le lieu des projets subventionnés par le Fonds, afin de mieux apprécier le travail accompli ou prévu. Un rapport sur de telles visites devrait alors être rédigé par le membre du Conseil d'administration ou du secrétariat concerné pour être examiné par le Conseil à sa session suivante.

17. Le Conseil d'administration a recommandé qu'une fiche d'information sur les activités du Fonds soit établie par le Haut-Commissariat avec un tirage suffisant pour une large diffusion. Le Conseil a également recommandé que la fiche d'information n° 14 du Haut-Commissariat, sur les formes contemporaines d'esclavage, soit révisée afin d'inclure notamment des références aux activités du Fonds et du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a également recommandé à son secrétariat d'élaborer un dépliant ou une brochure aux fins de collecte de fonds et d'information sur le modèle du document qui a été établi au sujet du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones. Le Conseil apprécierait que la brochure en question soit terminée pour le 2 décembre 2003 au plus tard, de sorte qu'elle pourrait être utilisée à des fins de sensibilisation à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage.

18. Le Conseil d'administration a continué à examiner plusieurs problèmes que soulèvent les formes contemporaines d'esclavage, en tenant compte de la Déclaration et du Programme d'action adoptés à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban. Le Conseil a souligné que, quand il a été amené à adopter des recommandations concernant des aides financières, il a toujours pris en considération, parmi d'autres violations des droits de l'homme, le fait que les victimes des formes contemporaines d'esclavage étaient souvent aussi victimes de discrimination raciale.

19. Le Conseil a recommandé l'insertion d'une clause relative à la non-discrimination dans les directives définies par le Fonds et les formulaires de demande d'aide, indiquant que les organisations qui font appel au Fonds doivent faire la preuve que l'assistance qu'elles se proposent d'apporter est fournie aux victimes et aux membres de leur famille sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de situations de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

20. Le Conseil a formulé une recommandation visant à ce qu'il délivre une déclaration, si possible conjointement avec les organes et organismes compétents des Nations Unies et d'autres partenaires, tels que des écoles, à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, afin d'engager les donateurs à faire de nouvelles contributions au Fonds.

21. Compte tenu du surcroît de charge de travail causé par l'augmentation du nombre des demandes à analyser, le Conseil d'administration a recommandé de créer des postes supplémentaires d'administrateur et d'agent des services généraux au sein de son secrétariat, afin que le Fonds et le Conseil d'administration puissent disposer des services adéquats.

III. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA NEUVIÈME SESSION

22. Le montant total des demandes de subventions reçues s'élevait à environ 831 000 dollars des États-Unis en 2003. Le Conseil n'a pu recommander des aides que pour un montant d'environ 175 000 dollars des États-Unis (soit moins de 20 % du montant total demandé). Le Conseil d'administration estime que, pour pouvoir satisfaire toutes les nouvelles demandes prévues pour 2004 et s'acquitter de manière satisfaisante de son mandat, compte tenu du fait qu'il a recommandé de dépenser la quasi-totalité des sommes disponibles à sa huitième session, le Fonds aurait besoin de nouvelles contributions d'un montant d'au moins 300 000 dollars avant sa neuvième session, qui devrait se tenir du 19 au 23 janvier 2004.

IV. COLLECTE DE FONDS

23. Le Conseil a tenu sa réunion annuelle avec les gouvernements donateurs, réguliers ou récents, et d'autres gouvernements intéressés le 24 janvier. L'importance de la participation a été encourageante et le dialogue a été ouvert. Des échanges intéressants ont eu lieu au cours de cette réunion. Le représentant du Japon a annoncé une contribution pour 2003 au Conseil (voir annexe I) et indiqué que cette contribution était sur le point d'être versée.

24. Le Conseil a constaté avec une grande satisfaction que de plus en plus d'enfants des écoles, d'ONG, d'entités privées et de particuliers deviennent des donateurs réguliers au Fonds.

25. Le Conseil a également constaté avec une grande satisfaction que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a exprimé sa volonté de soutenir le Conseil dans ses efforts de collecte de fonds.

V. NEUVIÈME SESSION

26. Le Conseil a recommandé que sa neuvième session se tienne, si possible, du 19 au 23 janvier 2004 au Palais Wilson à Genève.

VI. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS

27. Les contributions au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage peuvent être faites:

a) Par virement bancaire au «Fonds général de l'Office des Nations Unies à Genève»:

- i) En dollars des États-Unis:
c/o UBS AG, B.P. 2770 CH-1211 Genève 2, Suisse
Compte n°: 240-C0590160.1, Adresse Swift: UBSWCHZH12A
- ii) Dans une autre devise:
c/o UBS AG, B.P. 2770 CH-1211 Genève 2, Suisse
Compte n°: 240-C0590160.0, Adresse Swift: UBSWCHZH12A.

b) Par chèque à l'ordre des «Nations Unies» et adressé au Trésorier, Office des Nations Unies à Genève, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse).

28. Dans tous les cas, il convient de porter la mention «Pour le Fonds pour la lutte contre l'esclavage, compte SH» sur l'ordre de paiement.

29. Afin que le secrétariat puisse assurer le suivi des versements et en informer le Conseil, l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et le Groupe de travail, les donateurs qui souhaitent verser une contribution volontaire sont invités à informer le secrétariat du Fonds de leur paiement à l'adresse suivante: Secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, Groupe des Fonds d'affectation spéciale, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Office des Nations Unies, CH-1211 Genève 10, Suisse, Téléphone: + (41) (22) 917 91 64, + (41) (22) 917 92 66, Télécopie: + (41) (22) 917 90 17.

VII. RECOMMANDATIONS

30. Le texte qui précède rend compte des recommandations adoptées par le Conseil d'administration à sa huitième session et approuvées par le Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général le 3 février 2003.

ANNEXES

Annex I

(a) Contributions available at the eighth session of the Board of Trustees^a

State	For the year	Amount in US\$	Local currency	Paid on	Contribution No.
Brazil	2003	10 000		28.10.2002	4
Cyprus	2003	4 000		06.08.2002	3
France	2002	34 778		21.03.2002	4
Holy See	2003	1 000		22.10.2002	4
Israel	2003	5 000		30.12.2002	1
Libyan Arab Jamahiriya	2002	5 000		06.02.2002	1
Netherlands	2003	87 870	€ 90 000	20.10.2002	4
Qatar	2002	10 000		10.04.2002	1
Saudi Arabia		20 000		05.02.2003 ^b	1
NGOs, other private or public entities, individuals					
Aichi International Connecting Conference For Human Rights, Japan		212	Sw F 344	07.05.2002	1
Association of Humanitarian Lawyers (Ms. Karen Parker, USA)		500		15.02.2002	2
Students of the Istituto Tecnico Commerciale Statale Oscar Romero, Albino, Italy		577		10.05.2002	7
		1 109		18.12.2002	8
Students and teachers of Scelem, Italia		525	Sw F 729	22.01.2003	1
Japan Lawyers International Solidarity Association, Japan		173	Sw F 281	07.05.2002	1
Nagasaki Case, Japan		75	Sw F 111	23.08.2002	1
Japanese Workers Committee for Human Rights (Tokyo), Japan		267	Sw F 432	07.05.2002	2
Mr. Yorio Shiokawa (Tokyo), Japan		185	Sw F 300	07.05.2002	5
		397	Sw F 587	23.08.2002	6
Mr. Sandro Spinelli		158	Sw F 220	21.01.2003	1
HVAC Systems Technology Inc. (Mr. David Solberg, President), Minneapolis, USA		125		14.01.2002	1
Students and teachers of the Archway School, Gloucester, United Kingdom		4 098	£2 500	26.06.2002	2
Total:		US\$ 186 049			

(b) Pledges made

States	For the year	Amount in US\$	Local currency	Pledged on
Japan ^c	2003	36 000		29.01.2003
Netherlands	2004		€45 000	03.05.2002

^a Based on information available at OHCHR/GE as at 17 January 2003.

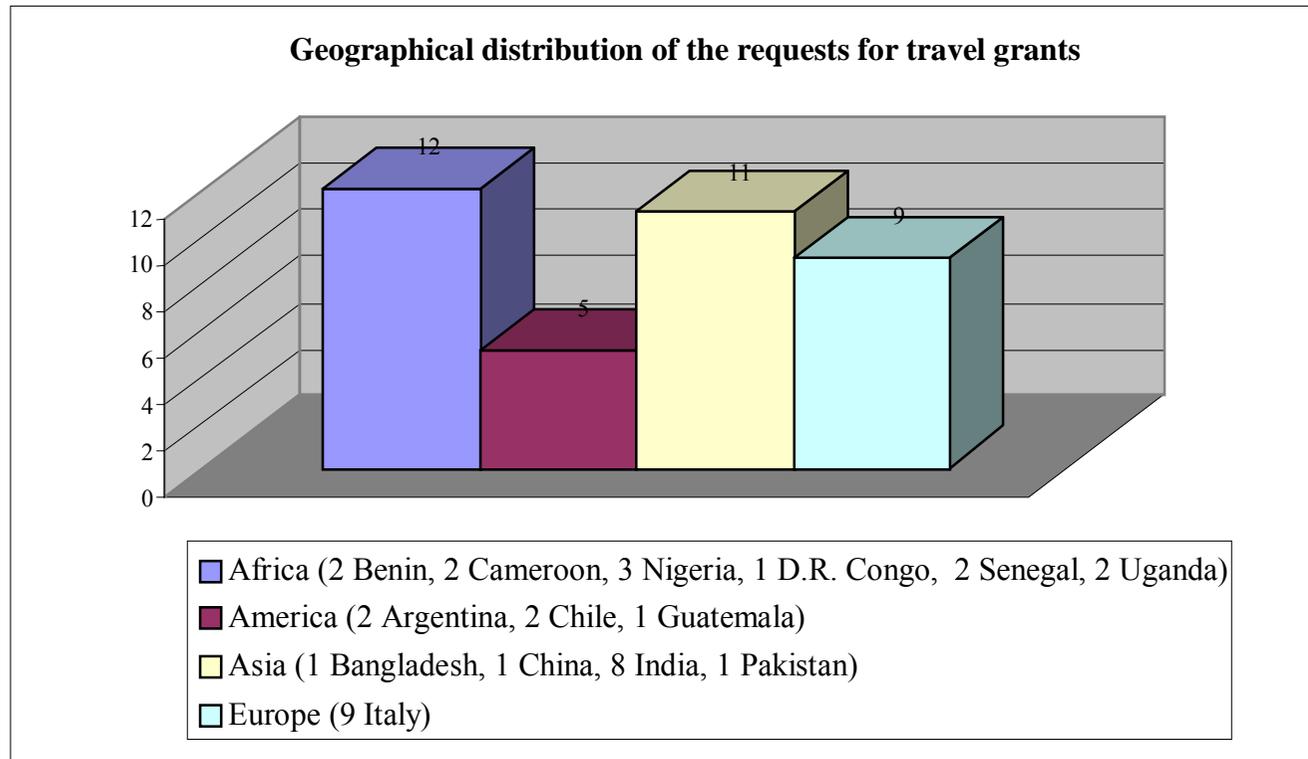
^b A cheque was received during the eighth session and forwarded to the United Nations Treasurer at United Nations Office at Geneva. The contribution was officially registered on 5 February 2003. The Board decided to take it into consideration in its recommendations for grants.

^c Pledge made by the representative of Japan at the meeting of the Board with donors during the eighth session, on 24 January 2003. The Board decided to take it into consideration in its recommendations for grants.

Annex II

(a) Applications for travel grants to attend the twenty-eighth session of the Working Group on Contemporary Forms of Slavery

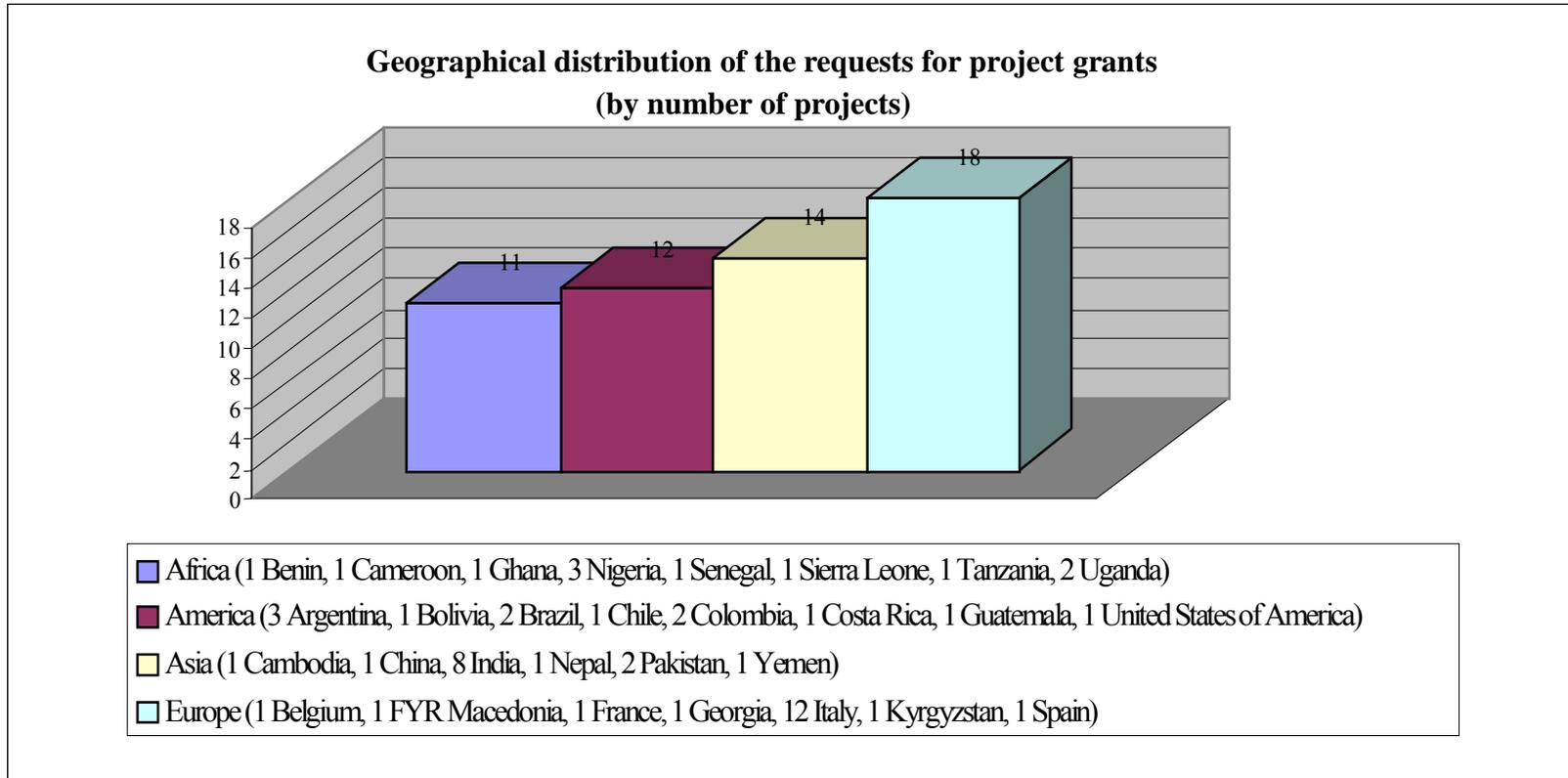
(16-20 June 2003)



Total applications for travel grants: **37** (24 female and 13 male)

Total amount requested: approximately **US\$ 85,800**

(b) Applications for new project grants



Total applications for project grants: **55** (42 list A and 13 list B)

Total amount requested: approximately **US\$ 743,990**

Annex III

(a) Travel grants recommended at the eighth session

ORGANIZATION, COUNTRY	NAME OF REPRESENTATIVE	THEME TO BE DISCUSSED AT THE WORKING GROUP (16 to 20 June 2003) CONDITIONS ATTACHED TO THE GRANTS
Tomorrow Children ONG, <i>Benin</i>	Micheline Aklo (f) ^a	Theme: The beneficiary will relate her experience as a trafficked person.
African Network for Prevention and Protection against Child Abuse and Neglect (ANPPCAN) - <i>Cameroon</i> Chapter	Modi Maimounatou (f)	Theme: The beneficiary will relate her experience of early marriage.
Centro de Docente Jubilados y Pensionados Santiago del Estero "Carmen Palumbo de Leguizamón", <i>Argentina</i>	Fabiana Voget (f)	Theme: Child labour; exploitation of minors.
End Sexual Exploitation of Children (ECPAT), <i>Guatemala</i>	Maria E. Villarreal (f)	Theme: Trafficking of children.
The Committee of Propaganda and Education on the Convention on the Rights of the Child, <i>China</i>	Fuyong Jiao (m)	Theme: Presentation of a clinical study of 86 sexually abused children. Conditions: The grant should be kept pending until receipt of additional requested information by the Board.
All India Women's Conference, <i>India</i>	Yadav Shashi (f)	Theme: Gender discrimination and forced child marriage.
All Pakistan Women's Association, <i>Pakistan</i>	Anita Sattar Silat (f)	Theme: Combating discrimination: criminalization of extramarital sex, including adultery.
Associations for the promotion and the defence of children ERYTHROS, <i>Italy</i>	Beza Belaineh Gebre (f)	Theme: Sexual exploitation: support and assistance to and protection of victims of trafficking.
8 TRAVEL GRANTS FOR A TOTAL OF US\$ 21 995^b		

^a (f) Means a female and (m) a male applicant.

^b Beneficiaries are entitled to a round trip air plane ticket and US\$ 175 of stipend per day of attendance and two extra days for travel.

(b) Project grants recommended at the eighth session

(First priority list)

ORGANIZATION, COUNTRY	TITLE OF PROJECT OR ASPECT COVERED	GRANT RECOMMENDED IN US\$
AFRICA		
Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO) <i>Senegal</i>	Assistance to victims of domestic exploitation.	15 000
Kiota Women's Health and Development Organization (KIWOHEDE), <i>United Republic of Tanzania</i>	Penetrating the world of child abuse and violence: assistance to girl victims of sexual abuse and trafficking.	11 000
Kabagahi Trinity Association, <i>Uganda</i>	Direct support to sexually exploited women.	6 420
AMERICA		
Centro de docentes jubilados y pensionados Santiago del Estero "Carmen Palumbo de Leguizamón", <i>Argentina</i>	Elimination of child labour and reinsertion into school.	7 500
Parroquia Santísima Trinidad, de la Diócesis de "El Alto", <i>Bolivia</i>	Educational centre to prevent and stop child labour.	7 500
Casa do Pobre de Nossa Senhora de Copacabana, <i>Brazil</i>	"Semear" - (assistance to sexually abused children).	2 000
Programa clubes juveniles Moani, Departamento de Pastoral Obrera, Arzobispado de la Santísima Concepción, <i>Chile</i>	Eradication of labour exploitation of children: assistance to child labourers.	2 000
Orden de Religiosas Adoratrices de Colombia, <i>Colombia</i>	Prevention and accompaniment of women victims of prostitution and their families.	2 500
Les Trois Quarts du Monde, <i>Guatemala</i>	Support to shelter, education, training and rehabilitation of street girls.	7 500
ASIA		
Protection and provision of juvenile justice (PPJJ), <i>Cambodia</i>	Judicial enforcement and rehabilitation for juveniles: assistance to child victims of exploitation.	4 000
Mahila Rural Development Youth Society, <i>India</i>	Awareness and action against child labour.	3 000
All India's Women Conference, <i>India</i>	"Asmita" (Women's Dignity); - assistance to women victims of contemporary forms of slavery	3 500
Informal Sector Service Center (INSEC), <i>Nepal</i>	Ex-Kamaiya reliving programme in Bardiya	11 000
Association of network for community empowerment (ANCE), <i>Pakistan</i>	Education and health programme for brick kiln workers (child labour).	6 000
EUROPE		
Macedonian Non-Governmental Organization of Policewomen, <i>The former Yugoslav Republic of Macedonia</i>	Assistance to children abused in the streets.	5 000
Agir pour les femmes en situation précaire (AFESIP), <i>France</i>	Fight against domestic slavery and assistance to victims.	5 000
The Human Rights Information and Documentation Center (HRIDC), <i>Georgia</i>	Activities against trafficking.	2 500
17 Projects		
Total = US\$ 101 420		

(c) **Project grants recommended at the eighth session**

(Second Priority List)

ORGANIZATION, COUNTRY	TITLE OF PROJECT OR ASPECT COVERED	GRANT RECOMMENDED IN US\$
AFRICA		
Consulting Centre for Constitutional Right and Justice (C3RJ), <i>Nigeria</i>	Direct humanitarian, legal and financial assistance to victims of contemporary forms of slavery and their families.	6 000
AMERICA		
Instituto de religiosas adoratrices del Santísimo Sacramento y de la Caridad, <i>Argentina</i>	Assistance to girls and women victims of sexual exploitation.	2 000
ASIA		
Social and Economic Assistance for Rural and City Habitant (SEARCH), <i>India</i>	Empowerment programmes for Dalit women and children against sexual exploitation.	2 500
Vedika, <i>India</i>	Bonded labour, child labour and trafficking.	3 000
International organization of the Moral Youth, <i>India</i>	Awareness-building on the issue of child marriage.	1 000
EUROPE		
Churches' commission for Migrants in Europe, <i>Belgium</i>	Networking against trafficking in women (workshops for professionals).	2 000
Movimento Laici América Latina, <i>Italy</i>	Awareness-raising campaign against contemporary forms of slavery.	2 000
Compagni di Strada, <i>Italy</i>	"Aleida 2": assistance to women and girls forced to prostitution.	1 000
Women Support Centre, <i>Kyrgyzstan</i>	Counter-trafficking activities: information and awareness-raising campaign and hotline.	2 000
Adoratrices proyecto esperanza, <i>Spain</i>	Comprehensive assistance to women victims of trafficking and sexual exploitation.	1 000
11 Projects		
TOTAL = US\$ 29 500		
